

Solche Vorbehalte zeigen allerdings, dass es sich bei Scotts Studie um ein grundlegendes – und ausgesprochen anregendes – Werk zu einem bedeutenden Problemkreis der europäischen Geschichte handelt und um einen wesentlichen Beitrag zu einer Neubewertung der Rolle der Stadt an der Ausbildung der politischen Landschaften Alteuropas. Das Diskussionsangebot sollte angenommen werden!

Regula Schmid, Freiburg i. Üe.

Roberto Zaugg: **Stranieri di antico regime – Mercanti, giudici e consoli nella Napoli del Settecento**. Rome, Viella, 2011. 334 p.

Si les Etats contemporains distinguent nettement le citoyen de l'étranger, avec les droits et les références institutionnelles qu'une telle opération de classification implique, certaines conditions d'Ancien Régime affaiblissent ces notions au profit d'une négociation autour des statuts¹⁰. L'ouvrage de Roberto Zaugg, issu d'une thèse de doctorat, propose une analyse des modalités de définition du statut des étrangers à Naples au XVIII^e siècle à partir de l'espace institutionnel propre à la «litigation» marchande. Le choix du cadre temporel et spatial, tout comme l'objet d'analyse, n'a rien d'anodin. A partir de 1734 la reconquête des 'Bourbons' s'accompagne d'une réorganisation visant, entre autres, à redonner au gouvernement certaines prérogatives juridiques en matière de gestion du commerce. Alors que le territoire reste juridiquement morcelé, avec par exemple la présence de tribunaux féodaux, se superpose une redéfinition 'mercantiliste' de l'espace institutionnel mettant le statut des étrangers au cœur d'enjeux économiques et étatiques diffus. De fortes tensions juridictionnelles se propagent alors sur plusieurs niveaux de pouvoir.

A partir des notions d'extraterritorialité et de médiation interétatique, notamment diplomatique et consulaire, l'auteur nous permet d'abord d'apprécier la «différentialité» de la gestion juridique du commerce. Loin d'être uniforme, la fonction consulaire témoigne par exemple à la fois des intérêts de l'Etat représenté et de ceux des consuls qui cherchent à conserver leurs prérogatives locales. L'interprétation de l'action consulaire se complique toutefois lorsque l'on se penche sur la capacité des justiciables à faire pression sur leurs représentants: les marchands pouvaient par exemple investir la donnée consulaire et s'assurer un levier favorable lors des tractations juridiques. En jouant sur la perméabilité des statuts entre *sudditi napoletani* (nationaux) et *stranieri* (étrangers), ils pouvaient également diversifier leur intermédiation juridique en contournant le cadre diplomatique normalement dévolu. Les travaux de Roberto Zaugg restituent ainsi l'action du consul comme dépendante des contextes et des acteurs, pouvant favoriser tantôt les institutions locales où la prérogative 'extraterritoriale'. Si l'auteur démontre sur ce point la nécessité d'une analyse micro-historique permettant la reconstitution de parcours jusqu'à en extraire la personnalité socioéconomique des agents, il la place au sein des stratégies socioéconomiques qui peuvent s'avérer être transversales au-delà des aspects nationaux et confessionnels.

Roberto Zaugg souligne pourtant certaines spécificités napolitaines quant à l'intermédiation juridique: la présence de 'juges-délégués' dont le statut est hérité des constructions juridiques 'espagnoles' du XVII^e siècle. Issue de processus

10 Entre autres Simona Cerutti, *Etrangers. Etude d'une condition d'incertitude dans une société d'Ancien Régime*, Montrouge, Bayard, 2012.

cumulatifs et particuliers à chaque nation, la fonction de ‘délégué’ visait à représenter les intérêts des groupes marchands étrangers par l’intermédiaire d’un magistrat exerçant au sein des plus importantes institutions juridiques. Obligatoirement napolitain et choisi par le gouvernement, le délégué était cependant rétribué par la nation qu’il représentait et les marchands ne manquaient pas de participer à sa nomination dans le but de bénéficier d’une justice favorable et rapide, au mieux de leurs intérêts. En y associant la ‘nébuleuse’ de l’action consulaire, le règlement des litiges est ainsi loin d’être exempt de pressions extérieures, qu’elles proviennent d’acteurs situés à la base ou au sommet de la structure institutionnelle.

Le fonctionnement du *Supremo Magistrato di Commercio* illustre ces processus. L’analyse de l’institution créée en 1739 représente à ce titre le cœur des travaux de Roberto Zaugg. En tant que Cour d’appel pour les litiges concernant tout le commerce du territoire, et devant symboliser l’expression d’une justice rapide à faible coût, l’institution concrétise cependant le caractère incertain des réformes initiées. L’auteur s’appuie à la fois sur divers fonds diplomatiques qu’il croise avec une source inédite, les *Processi* (procès) du tribunal. Remarquablement mis en perspective, ces documents restituent les différents cadres de négociation autour des procédures et témoignent combien les conflits juridiques représentent le moment où se définissent les modalités de l’application du droit. Il s’agit alors d’une opération de sélection et d’interprétation de plusieurs fonds juridiques susceptible d’être conditionnée par des pressions extérieures, à partir de l’équilibre fluctuant entre le jeu des acteurs institutionnels, politiques et économiques. Cette fine analyse du tribunal permet également de mieux caractériser le fait institutionnel. Roberto Zaugg démontre que les institutions économiques sont loin de s’apparenter à des règles déterminées politiquement et imposées verticalement aux agents économiques par les structures politiques. Les institutions se révèlent plutôt depuis leurs périphéries socioéconomiques, tout en prenant en compte les statuts et les règles, et notamment à partir des relations de pouvoir régissant les rapports entre chacun des acteurs. Ce cadre d’interprétation s’applique aussi aux processus de transformation institutionnelle. La réforme ‘politique’ du *Supremo Magistrato di Commercio* en 1746, ne laissant au tribunal que la juridiction d’appel concernant le commerce extérieur, l’illustre parfaitement. L’institution se modifia pour ‘survivre’ en faisant interagir l’ensemble des acteurs consubstantiels à son fonctionnement: magistrats, leviers politiques et marchands étrangers. La fonction de délégué se vida alors progressivement de sa substance, jusqu’à disparaître au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle, tandis que le tribunal devint une référence institutionnelle favorable aux marchands étrangers. On passe alors de ‘la nature des choses’ (le commerce) au statut des personnes à partir d’une concession sur l’extraterritorialité rendue possible par une compensation institutionnelle et donc l’assentiment des acteurs. Cette *personnification* du tribunal, loin d’être inamovible, fut certes redéfinie par les processus classificatoires induits par la Révolution, mais sans totalement gommer la marge d’indéfinition des ‘étrangers’.

Au total, on pourra regretter que les connexions du tribunal au-delà-du cadre institutionnel napolitain, notamment au niveau du commerce maritime et de la réciprocité juridique interétatique qu’il met en discussion, soient absentes de l’analyse. Le devenir de l’institution après la période révolutionnaire interroge également même si nous sortons ici du cadre temporel choisi par l’auteur. Toutefois, si la lecture de l’ouvrage de Roberto Zaugg soulève naturellement quelques questionnements, il s’agit là d’une curiosité scientifique découlant de travaux

conséquents et qui constituent assurément une clef de lecture essentielle de la présence étrangère et des identités du long XVIII^e siècle.

Christopher Denis-Delacour, Ensues-la-Redonne et Paris

Lukas Clemens, Alfred Haverkamp, Romy Kunert (Hg.): **Formen der Armenfürsorge in hoch- und spätmittelalterlichen Zentren nördlich und südlich der Alpen**. Trier, Kliomedica, 2011 (Trierer Historische Forschungen, Bd. 66). 334 Seiten, Abbildungen.

Der Sammelband vereinigt die Beiträge einer gleichnamigen Tagung, die im November 2007 in Trier stattfand. Die Publikation knüpft an die Ergebnisse jüngerer Tagungen zum Armen- und Hospitalwesen an, setzt aber andere Schwerpunkte, indem nebst sozial- und rechtsgeschichtlichen stark individuelle Aspekte von Hilfeleistungen diskutiert werden. Der untersuchte Zeitraum reicht vom Hochmittelalter bis in die Frühe Neuzeit. Hervorzuheben ist der interdisziplinäre – historisch und kunsthistorisch – und geographisch – süd- und nordalpine Regionen – weit gefasste Ansatz.

Cristina Andenna untersucht Hospitäler der norditalienischen Regularkanoniker im 12. und 13. Jahrhundert. Sie kommt zum Schluss, «dass sich die Entwicklung der Armenfürsorge bei den Regularkanonikern grundsätzlich nicht von der Entstehung und Entfaltung der Fürsorgeaktivitäten anderer kirchlicher oder laikaler Institutionen unterschied» (S. 36). Im norditalienischen wie im nordalpinen Bereich sei im Übergang zum Spätmittelalter eine aktivere Teilnahme breiter sozialer Schichten an der Hospitalfürsorge zu erkennen. Diese Ansicht teilen übrigens die meisten der Autoren und Autorinnen des Sammelbandes.

Die Vielfalt der Armenfürsorge wird in den Beiträgen von Ivo Musajo Somma und Romy Kunert eindrücklich geschildert. Am Beispiel des in Piacenza gelegenen bischöflichen Spitals Santo Stefano zeigt Musajo Somma die Entwicklung im 13. Jahrhundert. Neben der Klerikergemeinschaft etablierte sich ein Zusammenschluss von «laici religiosi», die Hospitaldienste verrichteten, ohne ihr weltliches Leben aufzugeben. Gläubige Laien hingegen, die ihre weltliche Identität vollständig bewahren wollten, griffen zum Mittel der Vermächtnisse zugunsten von Fürsorgeeinrichtungen. Musajo Somma sieht darin eine Entwicklung in der Auffassung von Armut und Caritas hin zu immer direkteren Formen der Fürsorge durch Laien (S. 49). Romy Kunert behandelt in ihrem Beitrag die private Armenfürsorge vom ausgehenden 13. bis zur ersten Hälfte des 14. Jahrhunderts in Genua. Die bislang unbekanntenen Dokumente zeigen, dass auch unkonventionelle Wege der Hilfe eingeschlagen wurden. Die Vergabe der Almosen bzw. die Auswahl der Empfänger geschah keineswegs willkürlich. Vermögende stärkten bzw. vergrößerten dadurch ihre Klientel.

Ulrike Ritzerfeld behandelt das Thema aus kunstgeschichtlicher Perspektive, indem sie das Bildprogramm der Misericordia in Bergamo im gesellschaftlichen und politischen Wandel des Spätmittelalters untersucht. Sie bemängelt zu Recht, Bildprogramme mildtätiger Bruderschaften würden gerne als visuellen Beleg für eine reale Wohltätigkeitspraxis angesehen. Oft bleibe aber eine Hinterfragung des Realitätsgehalts von Bildern aus. In einem gewissen Sinne dienten die Bilder der Propaganda. Bruderschaften dienten sie dem Bedürfnis nach Ansehen und Legitimierung ihrer Tätigkeit.

Dass in verschiedenen Beiträgen unter starker Berücksichtigung der Quellenkritik das private Engagement thematisiert wird, macht den Band besonders